

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG116/M/1

18 décembre 2001

(01-6374)

Comité des accords commerciaux régionaux  
Trentième session

## EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA LETTONIE

Note sur la réunion du 26 septembre 2001

*Président: M. A.J. Dumont (Argentine)*

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1618.
2. Au titre du point B.V de l'ordre du jour de sa trentième session, le Comité des accords commerciaux régionaux a procédé à l'examen de l'Accord de libre-échange entre la Turquie et la Lettonie. Les questions suivantes ont été examinées:

- A. Observations générales
- B. Section I – Informations générales concernant l'accord
- C. Section II – Dispositions relatives au commerce

3. Le Président a indiqué qu'il s'agissait du premier examen de l'Accord de libre-échange entre la Turquie et la Lettonie. La notification de l'Accord avait été distribuée sous la cote WT/REG116/N/1, et le texte de l'Accord sous la cote WT/REG116/1. Il a proposé de procéder à l'examen en commençant par écouter les observations générales des Parties et des autres Membres; après quoi il passerait aux détails de l'Accord en utilisant comme modèle le document (WT/REG116/3) avec son addendum et son corrigendum pour guider le débat. Il a rappelé le mandat de l'examen, adopté le 14 mars 2001 par le Conseil du commerce des marchandises et reproduit dans le document WT/REG116/2 et son corrigendum: "examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord de libre-échange entre la Turquie et la Lettonie et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises". Ce mandat s'appliquait de concert avec les points convenus suivants: "Il est entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995 et qui sont reproduits dans le document WT/REG3/1 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'examen des accords. Il est également entendu qu'au cours de l'examen, il sera tenu dûment compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange."

### A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

4. Le représentant de la Turquie a dit que la Turquie était attachée à un système commercial ouvert et libéral et qu'elle avait conclu des accords de libre-échange (ALE) avec 13 pays (AELE, pays d'Europe centrale et orientale, pays baltes, Israël). En outre, des négociations étaient en cours avec certains pays méditerranéens, l'Afrique du Sud et les îles Féroé. Certains de ces accords avaient déjà été examinés par le Comité. Les ALE déjà conclus favorisaient le commerce entre les parties. L'Accord avait été signé le 16 juin 1998 et était entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000. Il avait été notifié à l'OMC le 22 janvier 2001 et le texte de l'Accord avait été distribué sous la cote WT/REG116/1. Le document de base servant de modèle de présentation avait été publié sous la cote WT/REG116/3. La

délégation turque était d'avis que l'ALE entre la Turquie et la Lettonie était conforme aux prescriptions du GATT de 1994, en particulier à l'article XXIV. Plus précisément, les dispositions de l'article XXIV:5 b) avaient été respectées puisque "... les droits de douane ... applicables au commerce des parties contractantes qui ne font pas partie d'un tel territoire ... lors de l'établissement de la zone [de libre-échange] ... [n'étaient] pas plus élevés, ni les autres réglementations commerciales plus rigoureuses que ne l'étaient les droits et réglementations correspondants en vigueur dans les mêmes territoires avant l'établissement de la zone ...". L'Accord n'introduisait aucun obstacle pour les pays tiers et prévoyait l'élimination des droits de douane et des autres réglementations commerciales restrictives visant tous les produits industriels (chapitres 25 à 97 du SH), à l'exception de quelques produits sensibles pour lesquels une période de transition avait été établie, et de plusieurs produits agricoles, produits agricoles transformés et produits de la pêche. À cette fin, les dispositions de l'Accord étaient conformes à l'article XXIV:8 b), qui prévoyait l'élimination des droits de douane et des autres réglementations commerciales restrictives pour "l'essentiel des échanges commerciaux". Le représentant a souligné que la part des produits industriels importés en Turquie en provenance de Lettonie en 1998 et 1999, avant que l'Accord n'entre en vigueur, était de 95 pour cent de l'ensemble des importations, ce qui représentait assurément "l'essentiel" des échanges commerciaux. Au cours de la première année d'application de l'Accord – 2000/2001 –, les produits industriels avaient constitué près de 100 pour cent des importations totales en provenance de Lettonie. À l'instar d'autres ALE examinés par le Comité, l'Accord comprenait des périodes de transition pour certains groupes de produits. La période de transition pour les produits sensibles prévue dans l'ALE entre la Turquie et la Lettonie avait pris fin en 2000 et les droits de douane et taxes d'effet équivalent avaient été éliminés à cette date. D'autre part, dans le cadre de l'Accord, les Parties s'étaient mutuellement ménagé des possibilités d'accès aux marchés préférentielles pour un certain nombre de produits agricoles et de produits agricoles transformés figurant dans des listes positives. Une clause évolutive (article 33) donnait aux Parties la base légale pour étendre la gamme des produits visés par l'Accord et échanger de nouvelles concessions dans le cadre du Comité conjoint qui se réunirait selon qu'il serait nécessaire mais au moins une fois par an (article 30). Les chiffres des importations pour l'année 2000 indiquaient que l'Accord portait sur près de 100 pour cent des échanges commerciaux entre les Parties. Les importations turques en provenance de Lettonie en 2000 représentaient 11,9 millions de dollars EU, soit près de dix fois plus qu'en 1999 (1,6 million). Le Protocole relatif aux règles d'origine annexé à l'Accord était semblable à ceux de tous les ALE que la Turquie avait signés avec des pays membres du système paneuropéen de cumul de l'origine. Le système, fondé sur le principe du cumul diagonal de l'origine entre pays Membres, avait été notifié aux Membres de l'OMC. L'intervenant a insisté sur le fait que l'ALE entre la Turquie et la Lettonie était en pleine conformité avec les principes de l'OMC, puisqu'il offrait de plus grandes possibilités commerciales entre les Parties et ne dressait aucun obstacle au commerce en provenance des pays tiers.

5. Le représentant de la Hongrie a salué l'Accord et l'a considéré comme un pas important vers le renforcement du processus d'intégration européenne. Il a considéré que les dispositions de l'Accord étaient en conformité avec celles de l'article XXIV du GATT.

6. Le représentant des Communautés européennes a relevé la complémentarité des accords conclus entre la Turquie et des partenaires de l'Europe centrale et orientale et les accords unissant les CE et ces mêmes partenaires, et il a souligné l'existence d'un lien direct avec l'Union douanière établie entre les CE et la Turquie. Il a également salué la contribution positive de l'Accord au processus de l'intégration européenne et ne doutait pas qu'il se révélerait conforme aux prescriptions de l'article XXIV du GATT.

#### B. SECTION I – INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT L'ACCORD

7. Le représentant de l'Australie a dit que l'Accord ne fournissait pas de précisions sur la libéralisation du secteur agricole. Il a relevé que le chapitre de l'Accord consacré à l'agriculture et son Protocole B semblaient se rapporter à des mesures de facilitation plutôt que de libéralisation. Il a

également fait observer qu'en 2000, soit après l'entrée en vigueur de l'Accord, 94 pour cent des importations lettones de produits agricoles lettones en provenance de Turquie demeuraient soumises à des taux NPF, contre 95 et 85 pour cent pour les deux années précédant l'Accord. L'intervenant a ajouté que l'agriculture représentait plus de 20 pour cent des importations lettones en provenance de Turquie et se demandait par conséquent si on pouvait considérer qu'un accord excluant un secteur d'une telle importance couvrait l'essentiel des échanges commerciaux. Il a demandé aux Parties à l'Accord s'il existait un calendrier de réductions tarifaires pour les produits agricoles et, dans la négative, s'il existait un mécanisme permettant d'étendre la gamme des produits agricoles visés par l'Accord.

8. Le représentant des États-Unis nourrissait des préoccupations semblables quant aux données commerciales communiquées par la Lettonie au sujet de ses importations de produits agricoles. La part de ces importations soumises au taux NPF ayant augmenté depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, il souhaitait savoir si l'Accord ne contenait pas quelque mécanisme permettant de relever les droits applicables aux produits agricoles en Lettonie en ce qui concernait les exportations turques. Il a également demandé si l'Accord couvrait les produits forestiers.

9. Le représentant de la Turquie a dit qu'il n'y avait pas de calendrier explicite concernant la libéralisation totale des droits applicables aux produits agricoles, mais qu'il existait une clause évolutive fournissant la base légale au regard de laquelle les Parties pouvaient discuter de l'extension de la portée du secteur agricole.

10. La représentante de la Lettonie a confirmé l'existence de la clause évolutive. En réponse à la question de la délégation des États-Unis, elle a dit qu'aucun nouveau droit de douane n'avait été introduit et que les variations statistiques ne reflétaient peut-être que des fluctuations commerciales. Elle a souligné la valeur du commerce total entre les deux pays et a indiqué que 80 pour cent de ce commerce était en franchise de droits, ce qu'elle considérait comme un excellent résultat.

11. Le représentant de l'Australie a relevé que l'annexe du document de base servant de modèle de présentation contenant des renseignements commerciaux incluait les chiffres de 2000 concernant les importations lettones en provenance de Turquie, mais pas ceux qui se rapportaient aux importations turques en provenance de Lettonie. Il se demandait si les Parties envisageaient de les fournir. Le représentant de la Turquie a répondu que ces chiffres étaient désormais disponibles et seraient très prochainement communiqués.

#### C. SECTION II – DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE

12. Citant l'article 6 du chapitre I de l'Accord, le représentant de l'Australie a fait observer que la suppression par la Lettonie des droits de douane et taxes d'effet équivalent à l'exportation visant les produits énumérés à l'annexe III était datée de 1998, bien que l'Accord ne soit entré en vigueur qu'en 2000. Il a demandé que soit précisé si les droits de douane applicables à ces produits avaient été éliminés et, dans la négative, si un nouveau calendrier était prévu pour leur élimination. La représentante de la Lettonie a confirmé que tous ces droits de douane avaient été supprimés.

13. Le représentant de la Turquie a relevé qu'il manquait le paragraphe 4 de la section II du document de base servant de modèle de présentation. Il a reconnu qu'il s'agissait d'une erreur et a dit qu'il fournirait une explication dans les plus brefs délais.

14. Le représentant des États-Unis, se référant aux dispositions en matière de sauvegardes, a demandé si l'Accord prévoyait que, dans le cas où une mesure de sauvegarde globale serait appliquée, les exportations en provenance de l'une ou l'autre Partie en seraient exemptées. La représentante de la Lettonie a dit que rien dans l'Accord concernant l'application de mesures de sauvegarde entre la

Lettonie et la Turquie ne les obligerait à exclure les Parties d'une mesure de sauvegarde globale dans le cas où elle serait appliquée.

15. Concernant les dispositions sectorielles spécifiques, le représentant des États-Unis, mentionnant la section II:8 b), a demandé aux Parties si elles avaient conclu un accord dans tel ou tel secteur des services, en ce qui concernait l'établissement d'entreprises et la libéralisation des services. Le représentant de la Lettonie a dit qu'il n'y avait pas eu d'accord de ce type.

16. Le représentant de la Corée souhaitait savoir pourquoi l'"antidumping" était mentionné à la fois au paragraphe 5 (sauvegardes) et au paragraphe 6 (antidumping) du document servant de modèle de présentation. Le représentant de la Turquie a dit qu'il répondrait par écrit.

17. Le Président a relevé que le premier examen de l'ALE entre la Turquie et la Lettonie avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions, même si d'autres demeuraient en suspens. Il a invité les délégations souhaitant poser des questions supplémentaires à les transmettre au Secrétariat pour le 12 octobre au plus tard et a demandé aux Parties de communiquer leurs réponses par écrit aussi rapidement que possible et pas plus tard que le 30 novembre.

18. Le Comité a pris note des observations formulées.

---